



Chers usagers de la route, merci de prévoir exactement le montant équivalent à votre redevance afin de faciliter le passage au péage.

Site web: www.ecoetfinances.com

Prix: 300F cfa

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC



BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Afrique de l'Ouest



« QUI SERA LA RELÈVE DE L'HUMOUR AFRICAIN ? »



Castel Beer au cœur de la révélation des talents P.4

COMMERCE TRANSFRONTALIER



Le Togo mise sur la formation des femmes avec TradeMark Africa P.2

UEMOA

Les prix alimentaires importés chutent de 18 % en 2025

Page 3



RESTEZ EN FORME
RESTEZ HYDRATÉ

Une hydratation adaptée à votre quotidien

177 Rue Méditerranéenne - 01000 COTD
Nord-Est, Côte d'Ivoire à droite

Ne dites plus non, dites Volta.



Nouvelle Recette encore PETILLANTE

Tu GOÛTES! Tu es FAN!

400* FCFA BOUTEILLE 50cl

Commerce transfrontalier

Le Togo mise sur la formation des femmes avec TradeMark Africa

Le Ministère délégué chargé du commerce et du contrôle de la qualité a lancé le lundi 23 mars 2026 en collaboration avec TradeMark Africa, une formation à l'intention des femmes commerçantes frontalières du Grand Lomé.

Cette formation porte sur la mise en œuvre de l'accord sur la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), en particulier le protocole sur les femmes et les jeunes ainsi que sur l'identification et la réduction des violences basées sur le genre.

Axée sur leurs droits, devoirs et perspectives, l'initiative vise à renforcer les compétences, améliorer la sécurité

des femmes en leur apportant des connaissances nécessaires pour favoriser un commerce plus inclusif et équitable notamment dans le commerce intrarégional aux frontières. La formation met l'accent sur la compréhension des réglementations commerciales, le respect des normes et la promotion de pratiques sensibles au genre aux frontières.

Lors de la cérémonie d'ou-



verture, l'Honorable-Maire de la commune Golfe 7, Mme Afi Xolali Pascaline DANGBUIE a relevé l'importance des thématiques pour les femmes commerçantes avant d'inviter ces dernières à en tirer meilleurs enseignements afin que cette session

produise pleinement des effets au bénéfice de toutes les populations.

Au nom de Monsieur le Ministre de l'économie et de la veille stratégique, chargé du commerce et du contrôle de la qualité le Directeur de cabinet du Monsieur MENSAH

Koffi Vinyo a exprimé ses remerciements à TradeMark Africa pour sa disponibilité à accompagner le Gouvernement qui ne cesse de multiplier des initiatives pour rendre les femmes togolaises économiquement plus autonomes sous l'impulsion du Président du Conseil Son Excellence Faure Essozimna GNASSINGBE.

Il a par ailleurs invité les participantes à saisir l'opportunité de cette formation pour contribuer à leur meilleure inclusion dans les chaînes de valeur régionales et à une participation plus équitable aux opportunités offertes par l'intégration économique africaine. Il faut souligner que cette formation s'inscrit dans le cadre du Projet Making Trade for Women de TradeMark Africa.

Fonds publics

Ces puissants mécanismes qui génèrent valeur et opportunités dans le pays

La volonté de l'État de structurer des mécanismes capables de faire circuler l'investissement public et d'en amplifier l'impact s'affirme comme une ligne directrice de l'action publique. Certains fonds publics génèrent ainsi des revenus financiers directs pour les Togolais tout en produisant des retours économiques durables.

Le Fonds national de la finance inclusive (FNFI) affiche des revenus financiers tangibles ; le fonds Tinga repose sur une logique de remboursement progressif et de fonds rotatif ; le Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes (Faiej) finance des projets créateurs d'emplois ; tandis que le Fonds d'appui aux collectivités territoriales (FACT) structure l'investissement local. Chacun agit dans son champ, mais tous participent d'une même ambition : transformer la dépense publique en levier économique durable.

Faire grandir

Le FNFI en offre l'illustration

la plus immédiate. En 2025, il a généré 931,92 millions de francs de revenus financiers. Sur la seule année, 34 006 crédits ont été octroyés, injectant 4,12 milliards dans le tissu économique. Depuis 2013, le cumul atteint 1,94 million de crédits pour un volume global de 117,7 milliards, avec un taux de remboursement de 94,98 %.

Dans un registre différent mais animé par la même logique, Tinga déploie une ingénierie sociale et financière subtile. Longtemps, le coût du raccordement à l'électricité constituait un obstacle majeur pour de nombreux ménages. Le mécanisme Tinga inverse la perspective : 1 000 francs CFA à l'entrée, contre

environ 100 000 francs auparavant, puis un remboursement étalé sur une période pouvant aller jusqu'à dix ans, selon les capacités contributives.

Au 30 juin 2025, près de 80 000 branchements ont été réalisés dans les régions Maritime, Plateaux, Centrale, Kara et Savanes. L'électricité ainsi rendue accessible transforme les conditions de vie, mais aussi les perspectives économiques : les petits commerces prolongent leurs horaires, les ateliers gagnent en productivité et les services se développent. En arrière-plan, le remboursement progressif alimente le fonds, garantissant sa pérennité. Inclusion énergétique et équilibre financier se répondent.

Le même esprit irrigue le Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes (Faiej), remplacé récemment par l'ADT-PME.

Entrepreneuriat et

emplois durables

À fin décembre 2024, plus de 6 929 projets ont été financés, permettant la création de 27 284 emplois durables. Près de 9,6 milliards de francs CFA de crédits ont été octroyés. Ici encore, il ne s'agit pas d'un simple guichet. Doté d'une autonomie financière, le Faiej associe financement et accompagnement technique, sécurisant les trajectoires entrepreneuriales. Chaque projet soutenu devient une cellule de production, chaque emploi créé élargit la base économique nationale. La valeur générée ne se mesure pas seulement en flux financiers, mais en vitalité productive et en perspectives offertes à une génération.

Territoires en mouvement

Enfin, le Fonds d'appui aux collectivités territoriales (Fact) ancre cette stratégie dans les territoires. En cinq ans, plus de 41,8 milliards de francs CFA

ont été alloués aux collectivités locales. Les dotations sont passées de 2,63 milliards en 2020 à 9,5 milliards en 2025, soit une progression de plus de 260 %, avec 12 milliards de francs CFA prévus en 2026.

Si le Fact ne génère pas de revenus financiers directs, il finance des infrastructures structurantes : salles de classe, forages, extensions de réseaux électriques, bureaux d'état civil. Ces investissements améliorent l'environnement économique local, soutiennent l'activité et posent les bases d'une croissance territoriale plus solide.

Revenus financiers, emplois durables, accès élargi aux services essentiels, infrastructures structurantes... Pris dans leur ensemble, ces fonds montrent que l'investissement public n'est pas une fin en soi, mais le point de départ d'un cycle vertueux. Les gouvernants veillent à entretenir ce cycle régulièrement, chaque fois que le besoin se fait sentir, afin que toutes les couches de la population puissent en bénéficier, quel que soit le domaine concerné.

ECO & FINANCES

Quotidien Économique du Togo REC N°0602/1312/1599AG/0643/31/09/2822/HAAC
Journal d'informations, d'investigations économiques, financières et boursières
Email: ecofinances.infos@gmail.com
REC N° 0643/01/08/2022/HAAC
Édité par l'Agence de Presse ECO & FINANCES
N° RCCM: TG-LFW-01-2022-B13-02054
Site web: www.ecoetfinances.com
Adresse: rue de l'énergie Agbalepedogan
derrière l'école cour lumière
Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en Chef

Bernard D. AFAWOUBO
00228 90 90 49 83

Rédacteurs

Keziah KPATIDE
Patience SALLAH
Yves ATCHANOUVI
Kodji GATOR JOE

Direction Commerciale

00228 97 25 84 84

Graphiste

Stan AZIATO

91 77 02 74

Imprimerie

ECO & FINANCES

Tirage: 3000

UEMOA

Les prix alimentaires importés chutent de 18 % en 2025

Au dernier trimestre 2025, l'indice des prix alimentaires importés par l'UEMOA notamment le riz, le sucre, l'huile de soja et le lait, chute de 8,9 %, confirmant une tendance baissière annuelle de près de 18 %.

Bernard AFAWOUBO

Au quatrième trimestre 2025, l'indice des prix des produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA a enregistré une baisse significative de 8,9 % en rythme trimestriel, après un recul de 3,7 % au trimestre précédent.

Cette dynamique est portée par la chute des cours du riz (-15,9 %), du sucre (-5,9 %), de l'huile de soja (-5,3 %) et du lait (-4,1 %). À l'inverse, le prix du blé a progressé de 7 % sur la même période. Riz, sucre, huile et lait en baisse.

En ce qui concerne le riz, son recul est dû à la contraction liée aux anticipations de surproduction mondiale, grâce aux ré-

coltes abondantes en Inde et Indonésie.

Le recul dû à une forte production en Inde et au Brésil, améliorant les perspectives d'approvisionnement.

Parlant de l'huile de soja, la baisse est imputable à une demande faible aux États-Unis et à des récoltes abondantes attendues en Amérique du Sud.

Quant au lait, sa diminution est liée à une offre plus importante dans les principales régions productrices, face à une demande internationale modérée.

Contrairement aux autres produits, le blé s'est renchéri (+7 %) en raison de la reprise des attaques contre les infrastructures de production en Ukraine,



ravivant les inquiétudes sur les exportations via la mer Noire.

En glissement annuel, l'indice des prix alimentaires importés par l'UEMOA a reculé de 17,8 % au quatrième trimestre 2025, après une baisse de 11,5 % au trimestre précédent. Cette évolution est es-

sentiellement portée par la chute des cours du riz (-30,9 %), du lait (-18,1 %) et du sucre (-11,4 %), partiellement compensée par la hausse des huiles végétales (+17 %) et du blé (+1 %).

Cette baisse généralisée des prix alimentaires importés constitue un facteur

favorable pour la stabilité économique des pays de l'UEMOA, en réduisant la pression sur les ménages et en soutenant la maîtrise de l'inflation régionale.

Mobile money

81 000 points de service pour une inclusion financière au Togo

Le mobile money est devenu un outil incontournable du quotidien. En quelques années, cette innovation financière a profondément modifié les habitudes de paiement, d'épargne et de transfert d'argent, contribuant à l'amélioration de plusieurs indicateurs économiques.

Accessible à partir d'un simple téléphone portable, le mobile money parvient à conquérir une large frange de la population. Dans les centres urbains comme dans les zones rurales, les transactions électroniques se multiplient, réduisant progressivement la dépendance aux espèces et facilitant les échanges économiques.

Une inclusion financière en nette progression

Le taux d'inclusion financière au Togo est l'un des plus élevés de l'espace Uemoa, dé-

passant les 89 % au début de l'année 2026, contre environ 85 à 87 % fin 2024, selon Fin-Dev Gateway.

Il s'agit d'une progression principalement portée par la digitalisation des services financiers et l'impact du Fonds national de la finance inclusive (FNFI), qui a fortement accru l'accès au crédit, notamment pour les femmes et en milieu rural.

Au total, 1,9 million de bénéficiaires ont été touchés depuis 2014, date de lancement de ce mécanisme à fort impact social et économique.



Le nombre de comptes de monnaie électronique a progressé de 76,87 % en un an sur le territoire, précisément entre 2023 et 2024. Un compte de monnaie électronique, entendu comme un portefeuille numérique, souvent lié à un numéro de téléphone, permet de stocker de l'argent et d'effectuer des paiements ou des transferts

via des services comme Mixby Yas ou Flooz, ou encore grâce à des retraits dans les guichets automatiques.

Comptes ouverts, points de service...

Fin 2024, le pays revendiquait 12,55 millions de comptes de monnaie électronique ouverts. Parmi eux, 6,07 millions étaient actifs,

soit un taux d'activité de 48,35 %. Le réseau de distribution reposait sur plus de 81 000 points de service et 5 800 commerces acceptant les paiements électroniques. Aujourd'hui, avec l'évolution de la démographie et l'augmentation du nombre d'utilisateurs de téléphones, ces chiffres ont probablement progressé, avec un usage qui reste dominé par les opérations de dépôt et de retrait. Ainsi, le mobile money n'est plus une simple alternative au Togo, mais un véritable pilier de l'économie moderne. En facilitant l'accès aux services financiers, en stimulant les échanges et en accompagnant la transformation numérique, il contribue activement à bâtir une économie plus inclusive, plus dynamique et tournée vers l'avenir.

« Qui sera la relève de l'humour africain ? »

Castel Beer au cœur de la révélation des talents

Depuis plusieurs années, la marque Castel Beer s'impose comme un acteur engagé dans la promotion des talents africains.

Patience SALLAH

À travers son partenariat avec le prestigieux concours Montreux Comedy, elle offre aux jeunes humoristes du continent une véritable plateforme d'expression et de visibilité internationale. Une initiative saluée pour son impact dans l'essor de l'humour africain. Présentée par Laura GRELLET, Directrice commerciale et marketing de BB Lomé, cette édition 2026 marque un tournant décisif.

Lancé en 2021, ce programme de détection et d'accompagnement des talents revient cette année avec une ambition encore plus grande, consolidant ainsi sa place comme un tremplin incontournable pour les artistes émergents. Pour cette 5^e édition, le concept évolue vers une formule inédite baptisée « Saison All Star ». Plus qu'un simple concours, il s'agit d'une confrontation entre l'élite de l'humour africain. Seize artistes issus de différents pays seront

réunis, dont quatorze "All Star" sélectionnés parmi les meilleurs des cinq dernières années, ainsi que deux nouveaux talents repérés lors d'un casting en ligne. L'événement se tiendra en juin 2026 à Cotonou, dans une ambiance qui s'annonce électrique. À la clé pour le grand vainqueur : un chèque de 5 000 000 F CFA. Mais au-delà de cette récompense financière, c'est surtout une opportunité de rayonnement international qui attend les participants, avec une visibilité accrue sur les grandes scènes de l'humour. Parmi les candidats en lice, le Togo sera représenté par



l'humoriste Jocelyn DOGBO, un talent prometteur encadré par le professeur ABAWOÉ.

En guise de clôture, un spectacle « retour au pays » est prévu, permettant aux ar-

tistes de partager leur succès avec leur public local, tout en renforçant les liens entre culture, créativité et identité africaine.

Afrique

Les start-up africaines ont mobilisé plus de 272 millions de dollars en février 2026 soit une progression de 56%

Malgré une prudence persistante du capital-risque mondial depuis 2023-2024, l'écosystème tech africain amorcé un rebond significatif, porté par des start-up résilientes, des investisseurs locaux plus actifs et une demande intérieure en forte croissance.

En février 2026, les start-up africaines ont mobilisé plus de 272 millions de dollars, selon le rapport mensuel de la plateforme Africa : The Big Deal, spécialisée dans le suivi des opérations de financement supérieures à 100 000 dollars sur le continent.

Dans les détails, une quarantaine d'entreprises technologiques ont annoncé des levées de fonds via des instruments diversifiés, mêlant capitaux propres, dette et financements hybrides. Ce résultat contraste nettement avec les 174 millions enregistrés en janvier, soit une progression de 56 % en un seul mois, repositionnant février bien au-dessus du rythme habituel observé ces derniers trimestres.

Ce dynamisme cache pourtant une réalité plus nuancée. Six entreprises seulement ont capté près de 80 %

des capitaux levés, révélant une approche de plus en plus sélective de la part des investisseurs.

Les secteurs les plus plébiscités reflètent les grandes mutations du continent. La mobilité électrique, la logistique, le commerce numérique et les services financiers dématérialisés drainent l'essentiel des flux. Les tours de table combinant dette et fonds propres gagnent également du terrain, signe d'une sophistication croissante des mécanismes de financement dans un contexte mondial où la maîtrise du risque prime sur tout.

Sur le plan géographique, l'Afrique de l'Ouest concentre la part la plus importante des opérations recensées, devant l'Afrique du Nord et l'Afrique australe, consolidant l'influence de hubs technologiques devenus incontournables pour les investisseurs

spécialisés dans les marchés émergents.

Ce que révèle cette performance sur l'état des start-up africaines

L'élan observé en février s'inscrit dans une évolution plus large du financement technologique sur le continent. Après une période de contraction liée au recul mondial du capital-risque, les flux d'investissement semblent progressivement retrouver un niveau plus stable.

Selon les données d'Africa : The Big Deal, les entreprises technologiques du continent ont levé près de 3,2 milliards de dollars en 2025, soit une hausse d'environ 45 % par rapport à 2024. Malgré ce rebond, les montants restent en deçà des niveaux exceptionnels observés au début de la décennie.

Entre 2021 et 2022 en effet, l'écosystème des start-up africaines a connu une phase particulièrement dynamique. Les jeunes pousses du continent ont mobilisé 4,3 milliards de dollars en 2021, puis 4,6 milliards en 2022,

un record selon la même source, alors même que le capital-risque commençait à ralentir à l'échelle mondiale. Cette période a également vu émerger plusieurs licornes, ces entreprises valorisées à plus d'un milliard de dollars, contribuant à accroître la visibilité de l'Afrique sur la scène mondiale de l'innovation technologique.

Depuis, le marché évolue vers un modèle plus mature. Les investisseurs privilégient désormais des entreprises capables de démontrer la viabilité de leur modèle économique et une trajectoire crédible vers la rentabilité. Cette approche explique la part dominante des grandes opérations dans les volumes mensuels.

La diversification des instruments financiers constitue un autre indicateur de cette transformation. Le recours accru à la dette permet de soutenir la croissance sans diluer excessivement les actionnaires existants. Cette stratégie apparaît particulièrement adaptée aux secteurs disposant déjà de revenus

réguliers, comme la fintech, la mobilité ou les solutions logistiques.

Au-delà des montants levés, ces tendances illustrent la consolidation progressive de l'écosystème entrepreneurial africain. L'essor du numérique, la diffusion rapide du mobile et l'expansion des services digitaux continuent d'alimenter la création de nouvelles entreprises innovantes sur le continent.

Les financements enregistrés en février 2026 traduisent moins un pic ponctuel qu'un mouvement de normalisation du marché. Les capitaux restent disponibles pour les projets jugés solides, tandis que les investisseurs renforcent leurs critères de sélection afin d'accompagner des entreprises capables de transformer l'innovation technologique en croissance durable.

BRVM

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

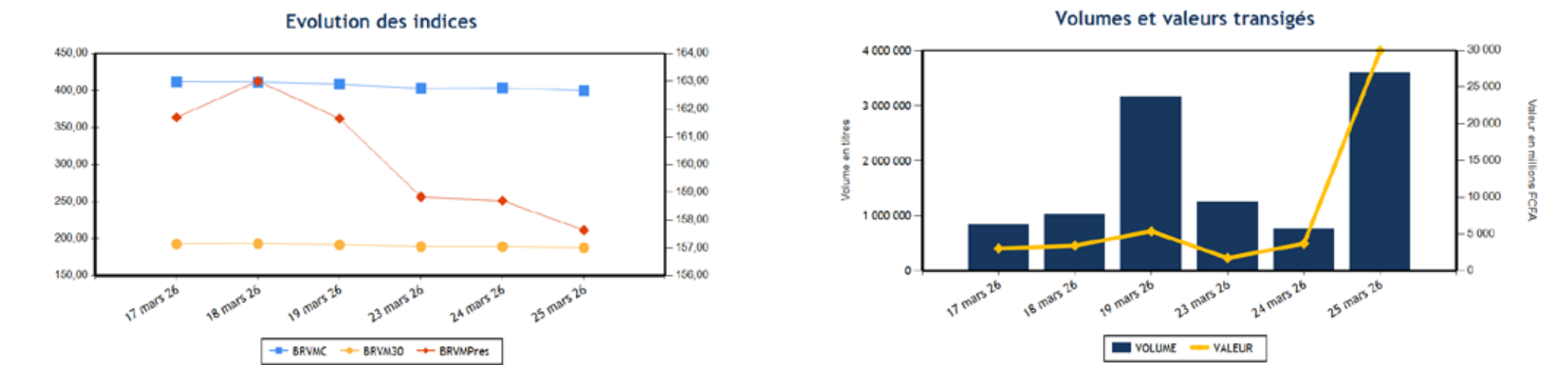
Afrique de l'Ouest

BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

mercredi 25 mars 2026

N° 57

BRVM COMPOSITE		BRVM 30		BRVM PRESTIGE	
	399,96		187,92		157,64
Variation Jour	-0,90 % 	Variation Jour	-0,83 % 	Variation Jour	-0,67 % 
Variation annuelle	15,68 % 	Variation annuelle	13,04 % 	Variation annuelle	9,28 % 



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	15 420 618 453 449	-0,90 %
Volume échangé (Actions & Droits)	752 997	36,18 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 610 457 211	-0,79 %
Nombre de titres transigés	47	0,00 %
Nombre de titres en hausse	17	-19,05 %
Nombre de titres en baisse	22	0,00 %
Nombre de titres inchangés	8	100,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
EVIOSYS PACKAGING SIEM CI (SEMC)	2 200	7,32 %	214,29 %
AFRICA GLOBAL LOGISTICS CI (SDSC)	2 060	7,29 %	35,97 %
SAFCA CI (SAFC)	6 350	5,92 %	92,13 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	1 400	3,70 %	16,67 %
FILTISAC CI (FTSC)	2 345	2,18 %	5,63 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	12	157,64	-0,67 %	9,28 %	67 189	511 998 355	11,76
BRVM-PRINCIPAL (**)	35	278,34	-1,20 %	27,88 %	685 808	1 098 458 856	17,54

INDICE TOTAL RETURN

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - COMPOSITE TOTAL RETURN (**)	47	154,01	-0,90 %	15,68 %	752 997	1 610 457 211	13,80

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	99,92	-0,68 %	5,29 %	7 634	175 022 665	9,52
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	195,15	-1,81 %	12,79 %	25 561	65 274 075	69,35
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	175,68	-0,24 %	20,44 %	628 202	1 027 972 261	11,84
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	262,46	-3,41 %	21,46 %	15 585	139 769 070	13,88
BRVM - INDUSTRIELS	6	205,74	4,54 %	55,47 %	32 157	70 546 585	20,21
BRVM - ENERGIE	4	145,23	-0,36 %	30,94 %	38 964	113 773 860	18,38
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	141,71	-3,19 %	33,81 %	4 894	18 098 695	17,55

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché (**)	13,80
Taux de rendement moyen du marché	6,51
Taux de rentabilité moyen du marché	6,86
Nombre de sociétés cotées	47
Nombre de lignes obligataires	190
Volume moyen annuel par séance	2 231 369,00
Valeur moyenne annuelle par séance	3 191 636 445,07

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	12 042 600 271 140	1,68 %
Volume échangé	2 840 876	1 252,53 %
Valeur transigée (FCFA)	28 387 215 284	1 253,47 %
Nombre de titres transigés	9	28,57 %
Nombre de titres en hausse	1	0,00 %
Nombre de titres en baisse	3	50,00 %
Nombre de titres inchangés	5	25,00 %

PLUS FORTES BAISSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
UNILEVER CI (UNLC)	53 650	-7,50 %	56,76 %
PALM CI (PALC)	8 045	-7,48 %	-0,68 %
SAPH CI (SPHC)	7 055	-7,17 %	-10,70 %
TOTALENERGIES MARKETING SN (TTLS)	3 015	-5,49 %	20,60 %
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	6 400	-4,76 %	22,14 %

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	53,33
Ratio moyen de satisfaction	70,71
Ratio moyen de tendance	132,61
Ratio moyen de couverture	75,41
Taux de rotation moyen du marché	0,07
Prime de risque du marché	1,49
Nombre de SGI participantes	36

Centrafrique

30 milliards FCFA pour renforcer la riposte aux crises sanitaires

À Bangui, les autorités centrafricaines ont enclenché un programme d'un peu plus de 30 milliards de francs CFA destiné à améliorer la prévention et la gestion des urgences sanitaires dans un pays confronté à des vulnérabilités structurelles persistantes. L'initiative, officiellement lancée le 24 mars par le président Faustin Archange Touadéra, s'inscrit dans un contexte marqué par la fragilité du système de santé, les déplacements de populations et la circulation accrue de maladies à potentiel épidémique.

Financé par la Banque mondiale sur une durée de cinq ans, le dispositif vise à corriger les faiblesses révélées lors des crises récentes, notamment les épidémies régionales et la pandémie de Covid-19. Selon les autorités centrafricaines, le programme doit couvrir l'ensemble du territoire et renforcer concrètement les capacités d'anticipation, de détection et de réaction face aux menaces sanitaires. Il repose sur un renforcement des dispositifs de surveillance, l'amélioration des réseaux de laboratoires et la montée

en compétence du personnel de santé. Bangui se voit en outre confier un rôle particulier dans l'architecture du dispositif, en accueillant la coordination régionale. Un choix que les autorités interprètent comme un signal de confiance dans la capacité du pays à jouer un rôle moteur dans la coopération sanitaire en Afrique centrale.

Mais ce lancement ne constitue qu'un segment d'un programme bien plus vaste. Il s'agit en réalité de la déclinaison centrafricaine du Programme de sécurité sani-

taire en Afrique de l'Ouest et du Centre, dont l'extension à l'Afrique centrale a été validée par la Banque mondiale, selon un communiqué publié en septembre 2025. Ce cadre régional inclut également le Cameroun, la République du Congo et le Tchad, ainsi que les institutions communautaires de la CEMAC, avec pour ambition de renforcer la coordination transfrontalière.

Les données communiquées par la Banque mondiale indiquent que cette phase mobilise 280 millions USD sous



forme de dons et de crédits de l'Association internationale de développement (IDA), auxquels s'ajoute un financement additionnel de 10 millions de dollars du Mécanisme de financement mondial dédié aux femmes, aux enfants et aux adolescents. L'ensemble s'inscrit dans une enveloppe globale de 688 millions USD couvrant plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre.

À l'échelle régionale, le programme entend dépasser la logique de réaction aux crises pour structurer des

systèmes de santé capables d'anticiper les risques. Il met l'accent sur la surveillance épidémiologique, le développement de réseaux de laboratoires interconnectés et la formation de professionnels, notamment dans les domaines de l'épidémiologie et de la santé animale. Le dispositif prévoit par ailleurs des investissements dans des infrastructures de santé adaptées aux contraintes climatiques, ainsi que des actions visant à préserver la continuité des services essentiels, en particulier pour les femmes et les enfants.

Afrique

British International Investment, l'institution britannique de financement du développement, et la banque allemande Deutsche Bank ont lancé un programme de 150 millions de dollars destiné à renforcer le financement du commerce

L'Afrique souffre d'un déficit annuel d'environ 100 milliards de dollars pour financer son commerce, selon Afreximbank. Le partenariat entre BII et Deutsche Bank participera à réduire cet obstacle de manière ciblée.

British International Investment (BII), l'institution britannique de financement du développement, et la banque allemande Deutsche Bank ont lancé un programme de 150 millions de dollars destiné à renforcer le financement du commerce en Afrique. Il vise particulièrement les marchés souvent considérés comme risqués ou insuffisamment desservis par les investisseurs internationaux. L'annonce a été faite lundi 16 mars. Le dispositif repose sur un

mécanisme de partage des risques visant à soutenir les banques locales dans le financement des opérations commerciales de leurs clients. L'objectif est de réduire le déficit de financement du commerce en Afrique, estimé à 100 milliards de dollars, selon la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), tout en facilitant les échanges transfrontaliers. « Ce partenariat renforce notre capacité de partage des risques et consolide notre aptitude à faciliter des transactions transfronta-

lières durables à travers l'ensemble du marché africain », a déclaré Anand Jha, responsable mondial du financement du commerce pour les institutions financières chez Deutsche Bank, une institution présente dans 42 pays. Et d'ajouter : « en combinant notre plateforme mondiale avec le mandat de développement et l'expertise régionale de BII, nous souhaitons stimuler davantage les flux commerciaux vers le continent ».

Le programme ciblera en priorité des économies comme la Zambie, l'Éthiopie et le Rwanda. Grâce à ce mécanisme, les banques locales pourront disposer de capacités de financement supplémentaires, leur permettant

d'accorder davantage de crédits liés au commerce international.

Les fonds devraient en outre aider les entreprises à importer des matières premières et des équipements industriels, indispensables au développement des chaînes de production locales et au renforcement du tissu industriel africain. Dans de nombreux pays, les banques disposent de ressources limitées ou rencontrent des difficultés à obtenir les garanties nécessaires pour soutenir les transactions commerciales de leurs clients.

« Le renforcement du financement du commerce est essentiel pour faciliter la circulation des biens et des matières premières indis-

pensables sur nos marchés et soutenir une croissance durable. L'élargissement de l'accès à ce financement contribuera à bâtir un écosystème plus résilient et à ouvrir de nouvelles perspectives économiques à travers l'Afrique », a souligné Ndaba Mpofo, directeur général et responsable des services financiers, de la dette et du financement du commerce à la BII.

Selon un rapport d'Afreximbank, les échanges commerciaux intra-africains ont atteint 208 milliards de dollars en 2024, soit une progression de 7,7 % par rapport à 2023, une dynamique que ce nouveau programme de financement pourrait contribuer à accélérer.

Education

Lancement officiel de la collecte des données de l'évaluation nationale des compétences de base en lecture (EGRA) et en mathématiques (EGMA) sur toute l'étendue du territoire togolais

Dans la perspective d'une amélioration durable et significative de la qualité des processus d'enseignement et d'apprentissage, le ministère de l'Éducation nationale, par l'entremise du Centre national d'évaluation des apprentissages (CNEA), a lancé le 10 mars 2026 la collecte des données de l'évaluation nationale des compétences de base en lecture (EGRA) et en mathématiques (EGMA) au Togo.

Prévue du 9 au 27 mars 2026, cette opération s'inscrit dans le cadre de la condition basée sur les performances (CBP3) de la sous-composante 3.1 du Projet d'amélioration de la qualité et de l'équité de l'éducation de base (PAQEED), visant le renforcement du système éducatif et la mise en place d'un dispositif fonctionnel d'évaluation des apprentissages.

À ce titre et à la fin de la mise en œuvre du projet

PAQEED, le CNEA organise sa deuxième évaluation nationale EGRA/EGMA afin de mesurer les compétences fondamentales en lecture et en mathématiques des élèves de CP2. Après la formation des administrateurs de tests EGRA/EGMA, ces derniers sont déployés dans des écoles primaires sur l'ensemble du territoire national pour la collecte des données.

Conduite en cohérence avec le Plan sectoriel de



l'éducation 2020-2030 et la Feuille de route gouvernementale 2020-2025, cette enquête vise à collecter des données fiables et actualisées sur les élèves, les enseignants, les écoles. Ces informations permettront de mieux orienter les décisions en matière de pilotage et d'amélioration de la qualité du système édu-

catif togolais.

À l'occasion du lancement, Madame la Directrice du CNEA a effectué une tournée dans plusieurs établissements à Kara pour constater le bon déroulement des opérations. Elle a salué la détermination et le professionnalisme des enquêteurs et les a encouragés à poursuivre le tra-

vail avec rigueur. De son côté, le Directeur régional de l'Éducation de Kara a également visité plusieurs écoles pour s'assurer du démarrage effectif de la collecte. Il a invité les directeurs et enseignants à faciliter l'accès des enquêteurs et à collaborer pleinement pour le succès de cette opération.

À travers cette initiative, le CNEA réaffirme son engagement à produire des données de qualité pour appuyer la gouvernance éducative fondée sur les résultats et contribuer à l'atteinte des objectifs de qualité et d'équité du système éducatif togolais.

Prise en charge des cancers féminins

L'association FSC en séminaire pour améliorer les actions liées à la maladie

Lomé, 25 mars (ATOP) – L'association FemSansCancer (FSC) a organisé, le mardi 24 mars à Lomé, un séminaire sur la prise en charge des cancers féminins pour faire l'état des lieux et améliorer les actions liées à la maladie.

Le séminaire est initié en collaboration avec l'association Leman-Togo (une association togolaise basée en Suisse). Il vise à contribuer à l'amélioration de la prise en charge des cancers féminins à travers l'identification des obstacles, l'analyse des défis et la valorisation des opportunités d'actions liés aux cancers du sein, du col de l'utérus, de l'ovaire et de l'endomètre.

La gynécologue obstétricienne de l'association FSC à l'hôpital privé Isis, Dr Agbo

Adissétou a, dans sa communication, indiqué que « le cancer de col de l'utérus représente une cause majeure de mortalité féminine avec plus de 400 décès par an pour environ 600 cas ». Elle a évoqué que les cancers féminins présentent un défi important en raison du diagnostic souvent tardif, du faible niveau de sensibilisation, de l'accès limité aux soins et du coût élevé des traitements. Ces difficultés, souligne-t-elle, sont renforcées par des facteurs



socioculturels et une prévention encore insuffisante. « Pourtant, des perspectives se dessinent par un engagement politique et institutionnel, à l'introduction de la vaccination contre le papillomavirus (HPV), au développement des infrastructures avec la création du Centre international de cancérologie de Lomé (CICL), ainsi qu'aux partenariats internationaux,

à la mobilisation communautaire et aux innovations technologiques », a mentionné Dr Agbo.

La gynécologue a souligné la nécessité de renforcer la prévention par la vaccination HPV à grande échelle, de développer l'éducation sanitaire, de généraliser et de décentraliser le dépistage, tout en rendant les traitements plus accessibles par la

subvention des soins et des partenariats public-privé.

Le chirurgien cancérologue, Dr. Sambiani Damigou Mawuli a relevé l'ampleur du problème en indiquant que les cancers féminins demeurent des pathologies fréquentes en Afrique subsaharienne, avec une prise en charge souvent complexe et individualisée selon le type de cancer et le profil de chaque patiente. « Le dépistage joue un rôle essentiel dans la prévention, car une détection précoce permet d'améliorer considérablement l'efficacité du traitement et d'assurer une prise en charge plus adaptée », a-t-il dit.



RAFRAÎCHIR

INCLINER

SERVIR

**BLACK
BRILLE
DANS TOUT™**

600*
FCFA
BOUTEILLE
33cl

DISPONIBLE EN BOUTEILLE VC 65 CL

*PRIX CONSEILLÉ LA BOUTEILLE DE 33CL

18+ L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX
POUR LA SANTÉ. A CONSOMMER
AVEC MODÉRATION.